Les révisions de 2005 à 2008 des Comptes des revenus et dépenses

Introduction

Des estimations révisées des comptes des revenus et dépenses (CRD) pour la période de 2005 à 2008 ont été diffusées en même temps que celles se rapportant au premier trimestre de 2009. Ces estimations révisées intègrent les données de source et les tendances saisonnières les plus à jour.

Calendrier de révision

La révision annuelle du Système de comptabilité nationale du Canada est un processus intégré selon lequel les estimations révisées des Comptes nationaux des revenus et dépenses, des Comptes des flux financiers et de la Balance des paiements internationaux du Canada sont compilées et diffusées simultanément. Par exemple, les estimations mises à jour des opérations financières détaillées qui sous tendent le produit intérieur brut (PIB) sont harmonisées avec les estimations révisées des revenus et dépenses sectoriels. En outre, les estimations révisées des Comptes du bilan national sont diffusées environ deux semaines plus tard, fondées dans une large mesure sur les données de source sur les opérations financières et en capital mises à jour ainsi que sur les estimations des gains ou pertes en capital implicites dans les estimations des stocks.

L'intégration des estimations du PIB selon la composante découle de la compilation des tableaux d'entrées-sorties en prix courants pour les deux premières années de la période de révision de quatre ans. Ces données sont diffusées à l'automne de chaque année, lorsque l'ensemble des comptes provinciaux d'entrées-sorties est complet. Les révisions correspondantes des estimations mensuelles du produit intérieur brut réel par industrie sont diffusées en septembre. Les estimations selon l'industrie sont intégrées annuellement, au moment de la diffusion des données du premier trimestre portant sur les mesures du PIB en termes de revenus et en termes de dépenses. Les révisions aux deux années les plus récentes du cycle de révision de quatre ans découlent des données de source infra-annuelles et annuelles mises à jour.

On procède périodiquement à des révisions statistiques du Système de comptabilité nationale du Canada afin d'y intégrer les données les plus à jour provenant des recensements, des enquêtes annuelles, des statistiques fiscales, des comptes publics, etc. En principe, la révision des CRD se déroule selon le calendrier suivant: la première estimation pour un trimestre donné est diffusée environ 60 jours après la fin du trimestre de référence; cette estimation est révisée lorsque celles se rapportant aux trimestres subséquents de la même année civile sont diffusées; les estimations ne peuvent être révisées ensuite qu'une fois l'an au cours des quatre années suivantes, au moment de la diffusion des estimations du premier trimestre. Par exemple, les estimations pour le premier trimestre de 2005 ont été diffusées pour la première fois en mai 2005. La première révision de ces estimations a eu lieu lorsque les estimations du deuxième trimestre ont été diffusées, en août 2005; d'autres révisions ont été apportées au moment de la diffusion des estimations pour les troisième et quatrième trimestres de 2005. Ces estimations ont été révisées à nouveau chacune des quatre années suivantes (2006, 2007, 2008), les dernières révisions accompagnant la présente diffusion.

La politique qui consiste à réviser les estimations des années précédentes seulement une fois l'an est appliquée dans l'ensemble du Système de comptabilité nationale. La période pour laquelle les estimations peuvent faire l'objet de révisions, toutefois, varie d'un ensemble de comptes à un autre. Ainsi, les révisions courantes se font aux quatre ans pour les comptes des revenus et dépenses et la balance des paiements. Les révisions courantes des comptes d'entrées-sorties portent sur une année, c'est-à-dire la première des quatre années sur lesquelles porte la révision des comptes des revenus et dépenses et des statistiques de la balance des paiements. La révision des comptes des flux financiers se fait habituellement en parallèle avec celle des comptes du bilan national et porte à l'occasion sur plus de quatre années, afin d'harmoniser les flux et les stocks révisés.

On procède parfois à des révisions limitées pour des périodes qui remontent à plus de quatre ans et on procède à des révisions historiques périodiquement, soit environ tous les dix ou quinze ans. Ces dernières fournissent l'occasion d'améliorer les méthodes d'estimation, d'éliminer les bris dans les séries de données découlant des révisions plus limitées et d'apporter des changements conceptuels au système. La révision historique la plus récente a eu lieu en décembre 1997. On trouvera la

documentation liée à cette révision dans la Révision historique des Comptes économiques et financiers nationaux: examen.

Répercussions des révisions sur le PIB

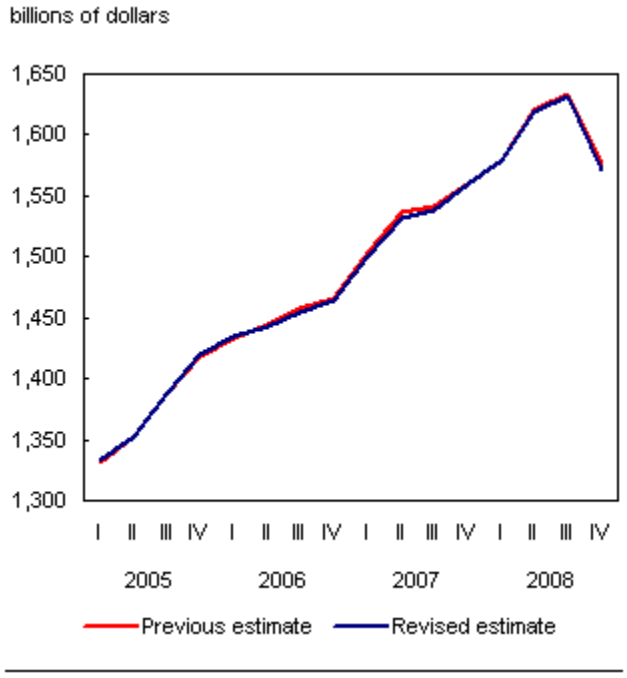
Les révisions courantes apportées au PIB résultent de l'inclusion des estimations les plus à jour provenant des sources de données, y compris les résultats des enquêtes, les données administratives et les comptes publics. Les données d'entrées-sorties révisées pour 2005 et provisoires pour 2006 sont intégrées pour les deux premières années de la période de révision de quatre ans. De nouveaux renseignements repères sont intégrés pour les périodes les plus récentes. D'autres séries sont révisées en raison de l'application de projecteurs existants ou mis à jour aux nouveaux repères provenant des comptes d'entrées-sorties. D'autres changements conceptuels ou de classification sont parfois effectués dans les Comptes nationaux des revenus et dépenses. La documentation liée à ces changements conceptuels peut être consultée dans Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens. Aucun changement conceptuel n'a été apporté aux comptes des revenus et dépenses cette année.

Révisions du niveau du produit intérieur brut

Comme le montre le tableau 1, les révisions ont donné lieu à un rajustement à la hausse de 1,2 milliard de dollars du niveau du PIB aux prix courants sur une base annuelle pour 2005. Les estimations font l'objet d'une révision à la baisse de 1,3 milliard de dollars pour 2006, de 2,7 milliards de dollars pour 2007 et de 2,4 milliards de dollars pour 2008.

La révision de 1,2 milliard de dollars du PIB en 2005 est le résultat de la réconciliation avec les tableaux finaux d'entrées-sorties pour 2005. Il s'agit de la dernière révision des données pour 2005 prévue dans le calendrier normal de révision. Le graphique 1 montre une comparaison de la valeur de l'estimation précédente et de l'estimation révisée du PIB nominal sur une base trimestrielle.

Graphique 1 Produit intérieur brut



La révision à la hausse en 2005 est principalement le résultat des estimations révisées de l'excédent d'exploitation et des stocks découlant des tableaux révisés d'entrées-sorties pour 2005. La révision à la baisse du PIB en 2006 découle principalement de niveaux de l'excédent, des dépenses personnelles en biens et services et des dépenses courantes des administrations plus faibles que ceux estimés précédemment. Ces révisions ont été contrebalancées en partie par des révisions à la hausse des stocks et des exportations de services. La révision à la hausse des exportations de services est attribuable à des estimations révisées pour les exportations et les importations de services commerciaux.

Les révisions à la baisse du PIB en 2007 sont principalement attribuables aux estimations plus faibles du revenu du travail, des dépenses personnelles en biens non durables et des dépenses courantes des administrations en biens et services. Elles sont contrebalancées en partie par la révision à la hausse des estimations de l'excédent.

La révision de 2007 du revenu du travail découle de l'intégration de données sur le revenu d'emploi (dossiers T4) de l'Agence du revenu du Canada, ainsi que de données à jour sur les pensions découlant de l'Enquête sur les régimes de pensions au Canada (RPAC), qui sont utilisées pour l'élaboration des estimations supplémentaires du revenu du travail. La révision à la baisse est surtout le résultat de paiements spéciaux plus faibles que prévus au titre des passifs de retraite non capitalisés, qui sont une composante du revenu supplémentaire du travail. L'estimation originale approximative de 10 milliards de dollars pour 2007 fait maintenant l'objet d'une révision approximative à la baisse de 7 milliards de dollars, sur la base des données des RPAC.

Les révisions à la baisse des dépenses personnelles en biens non durables sont attribuables aux données révisées de l'Enquête annuelle sur le commerce de détail et aux données administratives. La révision à la hausse de l'excédent d'exploitation est attribuable à l'inclusion des estimations mises à jour de l'enquête financière annuelle de 2007 où la croissance des bénéfices des sociétés est plus élevée que les estimations publiées basées sur les projections trimestrielles.

La révision à la baisse en 2008 est le résultat du report de la révision de 2007 du revenu du travail, ainsi que des révisions à la baisse des impôts moins les subventions sur les produits, des dépenses personnelles en biens et services de consommation et de l'investissement des entreprises en machines et matériel, qui sont contrebalancées en partie par des révisions à la hausse de l'excédent et de l'investissement des entreprises en stocks.

Révisions de la croissance du produit intérieur brut

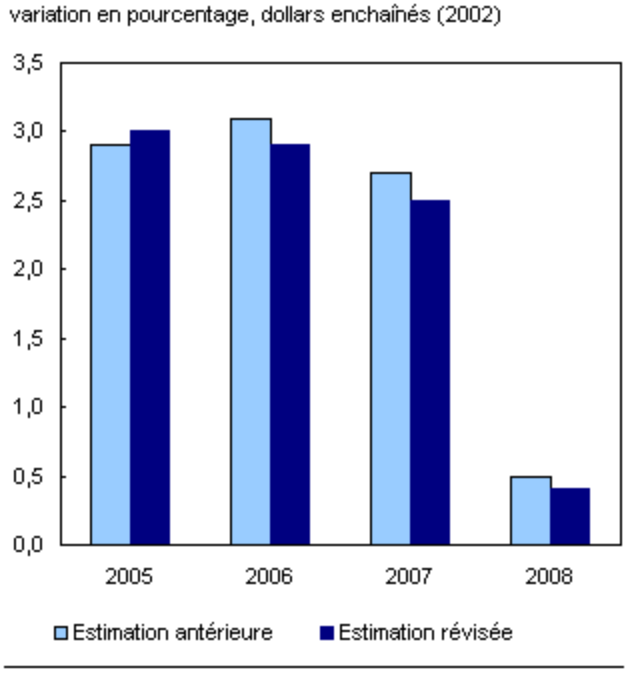
La révision courante du taux de croissance annuel du PIB en dollars courants (tableau 4) fait augmenter l'estimation de 0,1 point de pourcentage en 2005, la fait diminuer de 0,2 point en 2006 et de 0,1 point en 2007, et laisse 2008 inchangée. La révision cumulative du taux de croissance est le résultat de la différence entre le taux de croissance courant et le taux de croissance initial. La révision cumulative pour 2005 s'est située à 0,3 point de pourcentage, ce qui correspond à la moyenne enregistrée entre 1997 et 2004. La révision cumulative de 0,6 point pour 2006 est élevée selon les normes historiques et est principalement le résultat d'une révision importante du revenu du travail découlant du processus d'étalonnage en fonction des dossiers de données administratives du dernier cycle de révision.

Les révisions du taux de croissance du PIB trimestriel vont de 0,2 à -0,3 point de pourcentage. Cinq trimestres connaissent des révisions à la hausse, quatre trimestres, des révisions à la baisse, et sept trimestres demeurent inchangés. La plus importante révision trimestrielle au cours de la période de quatre ans s'est produite au deuxième trimestre de 2006, la croissance ayant fait l'objet d'une révision à la baisse de 0,3 point de pourcentage, en raison principalement des estimations révisées des bénéfices de sociétés, du commerce net et des dépenses personnelles.

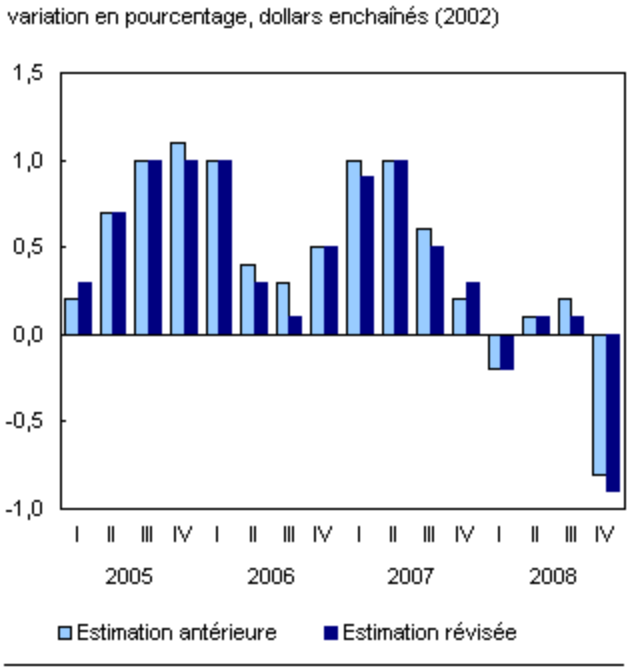
Les estimations de la croissance du PIB annuel réel (tableau 4) font l'objet d'une révision à la hausse de 0,1 point de pourcentage en 2005, à la baisse de 0,2 point en 2006 et en 2007, et à la baisse de 0,1 point en 2008. Les révisions cumulatives du taux de croissance annuel vont de -0,2 point de pourcentage en 2007 à +0,2 point en 2006. La révision cumulative en 2005 (la seule période qui a traversé l'ensemble du cycle de révision) est peu élevée selon les normes du passé.

Sur une base trimestrielle, les révisions de la croissance du PIB réel vont de 0,1 point de pourcentage à -0,2 point de pourcentage. Elles correspondent aux moyennes historiques. La croissance réelle du PIB est révisée à la baisse sept fois, à la hausse deux fois, et est demeurée inchangée sept fois.

Graphique 2 Taux de croissance du PIB réel, annuel



Graphique 3 Taux de croissance du PIB réel, par trimestre



Le tableau 2 fournit un historique des révisions du PIB pour la période de 1994 à 2007. Comme il est noté précédemment, chaque estimation annuelle fait l'objet de quatre cycles de révision annuels différents, ainsi que de processus périodiques de révision historique. Ce tableau fournit le niveau et le taux de croissance publiés du PIB pour une année donnée, pour chacun de ces cycles de révision. Les révisions les plus importantes du PIB se produisent habituellement au troisième cycle, au moment où les comptes des revenus et dépenses sont étalonnés en fonction des tableaux provisoires des entrées-sorties. Entre 1996 et 2007, la révision à la hausse moyenne de la croissance du PIB se situait à 0,3 point de pourcentage, et la révision à la baisse moyenne, à 0,4 point de pourcentage, après le premier cycle de révision. Les révisions sont de +0,6 point de pourcentage et -0,3 point de pourcentage

après le deuxième cycle, et de +0,8 point de pourcentage et -0,6 point au moment du processus d'étalonnage en fonction des entrées-sorties (les troisième et quatrième cycles de révision combinés).

L'indice implicite de prix en chaîne du PIB fait l'objet d'une révision à la baisse de 0,1 point de pourcentage en 2005. L'indice est demeuré inchangé en 2006, a fait l'objet d'une révision à la hausse de 0,1 point de pourcentage en 2007 et de 0,2 point en 2008. La majorité des révisions sont le résultat d'une augmentation des prix utilisés pour exprimer en prix constants les dépenses courantes des administrations en biens et services. Ces révisions sont le résultat des estimations révisées des heures travaillées découlant du remaniement de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail.

Révisions des agrégations de revenu

Les estimations des salaires, traitements et revenu supplémentaire du travail font l'objet d'une révision à la baisse de 3,5 milliards de dollars en 2007 et de 3,9 milliards de dollars en 2008. Les estimations restent inchangées en 2005 et 2006. Les révisions en 2007 sont le résultat de l'intégration des données des dossiers fiscaux, ainsi que d'autres sources repères. Les révisions des salaires et traitements pour 2007 sont minimes, la majorité de la révision de 3,5 milliards de dollars étant le résultat des estimations révisées à la baisse du revenu supplémentaire du travail, et plus particulièrement des pensions. Cette révision à la baisse pour 2007 est reportée en 2008, laissant le taux de croissance inchangé en 2008. Le taux de croissance des salaires, traitements et revenu supplémentaire du travail pour 2007 a été révisé à la baisse, passant de 6,1 % à 5,6 %.

À l'intérieur du Système de comptabilité nationale, l'excédent est défini comme le revenu tiré par les sociétés de leurs propres installations de production – valeur ajoutée aux prix de base, moins la rémunération des salariés, moins les impôts sur la production à payer, plus les subventions reçues. Il représente le dernier solde comptable des tableaux d'entrées-sorties et est calculé pour chaque industrie. Dans le cadre de l'étalonnage annuel des tableaux d'entrées-sorties, on produit des estimations de l'excédent en intégrant dans le cadre des entrées-sorties les données des dernières enquêtes annuelles sur les entreprises ou les institutions, ainsi que diverses données administratives. Une fois ces estimations repères de l'excédent calculées, les révisions sont intégrées dans les comptes des revenus et dépenses. Dans ces comptes, l'excédent comprend les composantes suivantes du revenu : bénéfices des sociétés avant impôts, intérêts et revenus divers de placements, bénéfices des entreprises publiques avant impôts, ajustement de la valeur des stocks et provisions pour consommation de capital.

L'excédent fait l'objet d'une révision à la hausse de 1,3 milliard de dollars pour 2005 et à la baisse de 1,0 milliard de dollars pour 2006. Il fait l'objet d'une révision à la hausse de 1,6 milliard de dollars en 2007 et de 2,4 milliards de dollars en 2008. En 2005, la révision à la hausse est principalement attribuable aux estimations révisées de l'excédent dans le commerce de gros, le commerce de détail, le transport et l'entreposage et les finances. En 2006, la révision à la baisse origine principalement de révisions aux estimations dans la fabrication de véhicules automobiles et l'exploitation minière. Le tableau 1 montre les révisions de l'excédent pour 2005 à 2008, ainsi que la répartition de la révision entre les diverses composantes des revenus.

Les estimations des bénéfices des sociétés avant impôts sont révisées à la hausse en 2005, à la baisse en 2006, à la hausse en 2007 et à la baisse en 2008. Les révisions sont faibles selon les normes historiques, la révision absolue moyenne pour ce cycle se situant autour de 600 millions de dollars. En comparaison, la révision absolue moyenne pour le cycle de révision 2007 (portant sur la période de 2004 à 2007) s'établissait à 3,4 milliards de dollars. Les nouvelles estimations des Statistiques financières et fiscales provisoires des entreprises, y compris les annexes de l'Index général des renseignements financiers (IGRF) et les autres sources annuelles, ont été intégrées pour 2007. Les estimations pour 2008 sont projetées à partir des estimations révisées des Statistiques financières trimestrielles des entreprises.

Les bénéfices des entreprises publiques restent à peu près inchangés au cours de la période de 2005 à 2008.

Les intérêts et revenus divers de placements sont révisés à la hausse pour chacune des années de la période de révision. Les révisions augmentent au cours de la période, passant de 174 millions de dollars en 2005 à 1,8 milliard de dollars en 2008. Les révisions de cette série rendent compte des nouvelles données et des données révisées sur les paiements et revenus d'intérêts des entreprises.

Tout comme les intérêts et revenus divers de placement, les provisions pour consommation de capital (PCC) sont révisées à la hausse pour chaque année. Les révisons au cours de cette période vont de 200 millions de dollars à un peu plus de 800 millions de dollars. Les données mises à jour des déclarations de revenus annuelles des sociétés, ainsi que les estimations additionnelles de la dépréciation tirées du modèle de l'inventaire permanent de la Division de l'investissement et du stock de capital, ont entraîné ces révisions.

L'ajustement de la valeur des stocks montre des révisions minimes en 2005 (+177 millions de dollars), des révisions à la baisse en 2006 (-826 millions de dollars) et en 2007 (-325 millions de dollars) et une révision à la hausse en 2008.

Le revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole est révisé à la hausse pour les quatre années de révision, par suite de l'intégration des résultats du Recensement de l'agriculture de 2006 (publiés en novembre 2008). Dans l'ensemble, les revenus monétaires agricoles sont révisés à la hausse, particulièrement dans le secteur des cultures, tandis que les dépenses d'exploitation agricole sont rajustées à la baisse (engrais, aliments commerciaux, loyers, etc.).

Le revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris, est révisé à la hausse en 2005 et 2006. Les révisions en 2005 et 2006 rendent compte de l'étalonnage annuel en fonction des comptes d'entrées-sorties par industrie. Les révisions en 2007 et 2008 sont importantes selon les normes du passé et sont principalement attribuables aux estimations révisées des dépenses hypothécaires utilisées pour le calcul du revenu net de loyers.

Les estimations des impôts sur les facteurs de production moins les subventions sont révisées à la hausse en 2005, 2006 et 2007, et à la baisse en 2008. Les impôts moins subventions sur les produits sont révisés à la baisse en 2005 jusqu'à la fin de 2008. Les révisions des impôts et des subventions intègrent les données des nouveaux comptes publics et d'autres données financières pour les divers sous-secteurs de l'administration publique.

Révisions des agrégations des dépenses aux prix courants

Les dépenses personnelles en biens et services de consommation font l'objet d'une révision à la baisse de 0,3 milliard de dollars en 2005, de 2,0 milliards de dollars en 2006, de 1,8 milliard de dollars en 2007 et de 1,8 milliard de dollars en 2008. Les révisions à la baisse en 2004 et 2007 sont principalement le résultat des estimations révisées pour les aliments, les boissons, le tabac et l'équipement des ménages. Les révisions pour 2005 et 2006 découlent de l'intégration des repères des entrées-sorties. Les révisions pour 2007 sont le résultat à la fois des données trimestrielles sur les marchandises vendues au détail et des données annuelles sur le commerce de détail. La révision à la baisse des dépenses personnelles en services en 2008 découle principalement d'estimations révisées pour les autres services liés aux véhicules automobiles, les services de divertissement et les dépenses pour les restaurants et l'hébergement. Les dossiers administratifs mis à jour utilisés pour estimer les dépenses personnelles en services et de l'information à jour du Bureau du surintendant des institutions financières Canada utilisée pour l'estimation de l'assurance-automobile sont à la source de ces révisions.

Les révisions dans les dépenses courantes des administrations en biens et services sont toutes à la baisse; de 0,3 milliard de dollars en 2005, 1,8 milliard de dollars en 2006, 1,7 milliard de dollars en 2007 et 0,4 milliard de dollars en 2008. Ces révisions rendent compte des nouvelles données du système de comptabilité de l'administration fédérale et des comptes publics provinciaux, ainsi que des dernières données disponibles pour les administrations locales. Les résultats des enquêtes pour 2006 de l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS) et de Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation sont aussi intégrés et reportés à 2008. La formation brute de capital fixe des administrations publiques a connu une révision modeste en 2005 et 2006, et une révision à la baisse plus substantielle en 2007 (-1,2 milliard de dollars), ainsi qu'une révision importante à la hausse en 2008 (+1,7 milliard de dollars). Il n'y a pas de révision des investissements des administrations publiques en stocks.

Globalement, les investissements des entreprises en dollars courants affichent seulement de faibles révisions pour 2005, 2006 et 2007. La révision pour 2007, même si elle n'est pas importante selon les normes historiques, a donné lieu à une modification importante de la composition des investissements. Les investissements en bâtiments non résidentiels font l'objet d'une révision à la hausse de 3,8 milliards de dollars, dont la majeure partie est contrebalancée par une révision à la baisse de 2,6 milliards de dollars pour les machines et le matériel. Cela vient de ce qu'un certain nombre d'installations de

traitement du pétrole lourd qui étaient classées à l'origine comme des investissements en machines et matériel ont été reclassifiées par la suite en investissements en bâtiments non résidentiels. La révision est substantielle en 2008, l'investissement global des entreprises ayant fait l'objet d'une révision à la baisse de 1,4 milliard de dollars. Les révisions apportées à la construction résidentielle sont minimes pour les quatre années du cycle de révision.

Les révisions des investissements en stocks des entreprises non agricoles rendent compte de l'intégration des nouvelles données des dernières enquêtes annuelles. Les révisions à la hausse en 2005 (+1,2 milliard de dollars) et en 2006 (+1,4 milliard de dollars) reflètent les résultats du processus d'équilibrage des biens et services, qui fait partie intégrante du calcul des comptes d'entrées-sorties, à partir desquels les comptes des revenus et dépenses sont étalonnés. Les révisions à la hausse sont de l'ordre de 1,6 milliard de dollars pour 2007 et de 1,8 milliards de dollars pour 2008. Les stocks agricoles connaissent des changements minimes, sauf pour les révisions à la hausse des stocks de céréales en 2007.

Les exportations en dollars courants sont révisées à la hausse pour les quatre années comprises dans la période de révision. Les révisions des exportations de biens sont minimes, tandis que les révisions des exportations de services sont substantielles. Les exportations de services ont fait l'objet de révisions à la hausse de 0,5 milliard de dollars en 2005, de 1,4 milliard de dollars en 2006, de 2,4 milliards de dollars en 2007 et de 2,5 milliards de dollars en 2008. Ces révisions à la hausse sont presque entièrement dues aux estimations révisées des exportations de services commerciaux.

Les importations en dollars courants ont enregistré des révisions importantes à la hausse de 0,4 milliard de dollars en 2005, 0,7 milliard de dollars en 2006, 2,4 milliards de dollars en 2007 et 2,7 milliards de dollars en 2008. Tout comme pour les exportations, la majorité de ces révisions sont imputables à des estimations révisées des importations de services commerciaux. Étant donné que les révisions des importations et des exportations vont dans le même sens et sont de la même ampleur, elles ont peu de répercussions sur le commerce net, et par conséquent, le PIB global.

Les révisions des importations et des exportations de services commerciaux rendent compte principalement de l'élargissement de la couverture des enquêtes et de l'utilisation accrue des données fiscales pour le calcul. Ces changements méthodologiques permettent des estimations plus précises de la croissance du commerce agrégé des services commerciaux, ainsi qu'une meilleure répartition plus détaillée des produits.

Autres changements ayant des répercussions sur les comptes des revenus et dépenses

Avec la diffusion des estimations révisées des comptes des revenus et dépenses pour 2005 à 2008 et le premier trimestre de 2009, une nouvelle méthode de désaisonnalisation (X-12-ARIMA) accompagnée d'estimations révisées de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail ont été incorporées dans les estimations des comptes des revenus et dépenses.

La méthode de désaisonnalisation X-12-ARIMA est une version améliorée de la méthode de désaisonnalisation X-11-ARIMA. La nouvelle méthode comprend des améliorations qui viennent élargir la fourchette de séries chronologiques économiques qui peuvent être désaisonnalisées de façon appropriée et rehausser la qualité globale des séries désaisonnalisées. Des précisions ont été apportées à un certain nombre de modèles de désaisonnalisation pour certaines séries des revenus et des dépenses. Ces ajustements ont donné lieu à des révisions des modèles trimestriels de ces séries.

Plusieurs modifications importantes de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) ont été adoptées pour la période de référence de janvier 2009. Parmi ces changements figure une modification majeure de la méthode d'estimation. La nouvelle méthode d'estimation rend mieux compte des caractéristiques particulières des provinces et des territoires, ainsi que de certaines industries (et plus particulièrement, dans le cas des estimations des comptes des revenus et dépenses, les industries de la construction). Une part importante des données de l'EERH remontant à 2001 est touchée par ce changement, y compris les gains hebdomadaires moyens, les gains horaires moyens et les heures hebdomadaires moyennes (avec et sans heures supplémentaires).

Pour adopter cette nouvelle méthode d'estimation, il a fallu élargir l'échantillon de l'Enquête sur la rémunération auprès des entreprises (ERE) dans certaines provinces, et le réduire dans d'autres. L'échantillon de l'ERE a donc été à la fois redistribué et augmenté pour s'établir à 15 000 établissements par mois (comparativement à 11 000), afin que chaque province ou territoire soit représenté de façon appropriée.

Les données de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail sont utilisées de façon exhaustive dans les estimations des dernières années des comptes de revenus et dépenses. Elles figurent à l'avant-plan de l'estimation du revenu du travail, de la construction non résidentielle, des estimations des dépenses personnelles en services ainsi que comme approximation de la variation de prix lorsqu'il n'existe pas d'estimation de prix.

Tableau 1 Certaines composantes – révision courante

Composantes	2005	2006	2007	2008
	millions de dollars courants			
Produit intérieur brut	1 219	-1 275	-2 702	-2 393
Composantes du revenu				
Rémunération des salariés	0	79	-3 518	-3 913
Excédent[1]	1 296	-959	1 576	2 363
Bénéfices des sociétés avant impôts	690	-589	900	-385
Intérêts et revenus divers de placements	174	320	332	1 791
Provisions pour consommation de capital	285	202	483	836
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	-30	-66	186	-128
Ajustement de valeur des stocks	177	-826	-325	249
Impôts moins subventions, sur facteurs de production	136	111	27	-542
Impôts moins subventions, sur produits	-319	-499	-933	-1 005
Composantes des dépenses				
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	-273	-2 049	-1 849	-1 807
Dépenses courantes des administrations en biens et services	-340	-1 825	-1 696	-371
Investissement des entreprises en bâtiments résidentiels	-127	-374	-676	58
Investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels	199	532	3 810	2 506
Investissement des entreprises en machines et matériel	205	153	-2 578	-4 009
Investissement des entreprises en stocks	1 257	1 445	1 585	1 782
Exportations de biens et services	526	1 660	2 439	2 419
Importations de biens et services	418	709	2 363	2 696

1. Une partie de la révision applicable à l'excédent est une divergence statistique et, par conséquent, les révisions aux éléments de l'excédent ne sont pas applicables à la somme des révisions de l'excédent.

Tableau 2 Révisions au produit intéreur brut, perspective historique

Période de réference	Estimation initiale	Estimation révisée, premier cycle de révision annuelle	Estimation révisée, deuxième cycle de révision annuelle	Estimation révisée, troisième cycle de révision annuelle	Estimation révisée, quatrième cycle de révision annuelle	Estimation révisée, processus de révisions historiques	Révisions totales
	millions de dollars courants						
1995	780 027	776 299	799 129	799 129	806 778	810 426	30 399
1996	797 789	828 997	833 921	833 070	839 064	836 864	39 075
1997	856 134	855 103	866 252	873 947	877 921	882 733	26 599
1998	888 390	895 704	901 805	915 865	914 973	914 973	26 583
1999	949 400	957 911	975 263	980 524	982 441	...	33 041
2000	1 038 794	1 056 010	1 064 995	1 075 566	1 076 577	...	37 783
2001	1 084 119	1 092 246	1 107 459	1 108 200	1 108 048	...	23 929
2002	1 142 123	1 154 949	1 157 968	1 154 204	1 152 905	...	10 782
2003	1 214 601	1 218 772	1 216 191	1 213 408	1 213 175	...	-1 426
2004	1 293 289	1 290 185	1 290 788	1 290 828	1 290 906	...	-2 383
2005	1 368 726	1 371 425	1 375 080	1 372 626	1 373 845	...	5 119
2006	1 439 291	1 446 307	1 450 490	1 449 215	...	...	9 924
2007	1 531 427	1 535 646	1 532 944	...	...	...	1 517
2007	1 602 474	1 600 081	...	...	...	...	-2 393
	taux de croissance						
1996	2,8	3,7	4,4	3,3	4,0	3,3	0,5
1997	3,3	2,5	4,0	4,2	4,6	5,5	2,2
1998	3,9	3,4	3,2	4,3	4,2	3,7	-0,2
1999	6,0	6,2	6,5	7,2	7,4	...	1,4
2000	8,4	8,3	8,6	9,5	9,6	...	1,2
2001	2,7	2,6	3,0	2,9	2,9	...	0,2
2002	4,6	4,3	4,5	4,2	4,0	...	-0,6
2003	5,2	5,3	5,4	5,2	5,2	...	0,0
2004	6,1	6,1	6,4	6,4	6,4	...	0,3
2005	6,1	6,2	6,5	6,3	6,4	...	0,3
2006	4,9	5,2	5,7	5,5	...	...	0,6
2007	5,9	5,9	5,8	...	...	...	-0,1
2007	4,4	4,4	...	...	...	...	0,0

Tableau 3 Révisions au produit intérieur brut

Période de référence	Estimation initiale[1]	Estimation antérieure[2]	Estimation révisée[3]	Révision courante[4]	Révision cumulative[5]
	données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars courants				
2005	1 368 726	1 372 626	1 373 845	1 219	5 119
2006	1 439 291	1 450 490	1 449 215	-1 275	9 924
2007	1 531 427	1 535 646	1 532 944	- 2 702	1 517
2008	1 602 474	1 602 474	1 600 081	- 2 393	- 2 393
Premier trimestre de 2005	1 331 300	1 331 732	1 333 044	1 312	1 744
Deuxième trimestre de 2005	1 347 608	1 351 936	1 352 728	792	5 120
Troisième trimestre de 2005	1 385 940	1 388 588	1 389 184	596	3 244
Quatrième trimestre de 2005	1 411 652	1 418 248	1 420 424	2 176	8 772
Premier trimestre de 2006	1 417 276	1 432 352	1 434 068	1 716	16 792
Deuxième trimestre de 2006	1 429 800	1 444 876	1 442 828	- 2 048	13 028
Troisième trimestre de 2006	1 440 808	1 458 128	1 455 232	- 2 896	14 424
Quatrième trimestre de 2006	1 453 744	1 466 604	1 464 732	- 1 872	10 988
Premier trimestre de 2007	1 494 976	1 503 856	1 500 940	- 2 916	5 964
Deuxième trimestre de 2007	1 530 540	1 536 548	1 531 772	- 4 776	1 232
Troisième trimestre de 2007	1 537 472	1 541 836	1 538 936	- 2 900	1 464
Quatrième trimestre de 2007	1 558 844	1 560 344	1 560 128	- 216	1 284
Premier trimestre de 2008	1 577 976	1 579 180	1 578 672	- 508	696
Deuxième trimestre de 2008	1 616 228	1 619 928	1 618 380	- 1 548	2 152
Troisième trimestre de 2008	1 639 540	1 634 256	1 632 668	- 1 588	- 6 872
Quatrième trimestre de 2008	1 576 532	1 576 532	1 570 604	- 5 928	- 5 928

1. Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle publiée au quatrième trimestre de l'année correspondante, tandis que pour les données trimestrielles, il s'agit de l'estimation publiée pour la première fois pour le trimestre en question. L'estimation annuelle initiale ne correspond pas à la moyenne des estimations trimestrielles initiales puisque ces dernières ont déjà été révisées au moment de la diffusion de l'estimation annuelle initiale.
2. Pour 2005, 2006 et 2007, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2008, tandis que pour 2008, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2008.
3. Les estimations révisées résultent des révisions au temps du premier trimestre de 2009.
4. La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure.
5. La révision cumulative est l'estimation révisée moins l'estimation initiale.

Tableau 4 Révisions au produit intérieur brut (taux de croissance)

Période de référence	Estimation initiale[1]	Estimation antérieure[2]	Estimation révisée[3]	Révision courante[4]	Révision cumulative[5]
	dollars courants				
	%			points de pourcentage	
2005	6,1	6,3	6,4	0,1	0,3
2006	4,9	5,7	5,5	-0,2	0,6
2007	5,9	5,9	5,8	-0,1	-0,1
2008	4,4	4,4	4,4	0,0	0,0
Premier trimestre de 2005	1,0	0,9	1,0	0,1	0,0
Deuxième trimestre de 2005	1,3	1,5	1,5	0,0	0,2
Troisième trimestre de 2005	2,8	2,7	2,7	0,0	-0,1
Quatrième trimestre de 2005	2,0	2,1	2,2	0,1	0,2
Premier trimestre de 2006	0,2	1,0	1,0	0,0	0,8
Deuxième trimestre de 2006	0,2	0,9	0,6	-0,3	0,4
Troisième trimestre de 2006	0,6	0,9	0,9	0,0	0,3
Quatrième trimestre de 2006	0,7	0,6	0,7	0,1	0,0
Premier trimestre de 2007	2,4	2,5	2,5	0,0	0,1
Deuxième trimestre de 2007	2,3	2,2	2,1	-0,1	-0,2
Troisième trimestre de 2007	0,5	0,3	0,5	0,2	0,0
Quatrième trimestre de 2007	1,3	1,2	1,4	0,2	0,1
Premier trimestre de 2008	1,1	1,2	1,2	0,0	0,1
Deuxième trimestre de 2008	2,5	2,6	2,5	-0,1	0,0
Troisième trimestre de 2008	1,2	0,9	0,9	0,0	-0,3
Quatrième trimestre de 2008	-3,5	-3,5	-3,8	-0,3	-0,3
	Dollars enchaînés (2002)[6]				
	%			points de pourcentage	
2005	2,9	2,9	3,0	0,1	0,1
2006	2,7	3,1	2,9	-0,2	0,2
2007	2,7	2,7	2,5	-0,2	-0,2
2008	0,5	0,5	0,4	-0,1	-0,1
Premier trimestre de 2005	0,6	0,2	0,3	0,1	-0,3
Deuxième trimestre de 2005	0,8	0,7	0,7	0,0	-0,1
Troisième trimestre de 2005	0,9	1,0	1,0	0,0	0,1
Quatrième trimestre de 2005	0,6	1,1	1,0	-0,1	0,4
Premier trimestre de 2006	0,9	1,0	1,0	0,0	0,1
Deuxième trimestre de 2006	0,5	0,4	0,3	-0,1	-0,2
Troisième trimestre de 2006	0,4	0,3	0,1	-0,2	-0,3
Quatrième trimestre de 2006	0,4	0,5	0,5	0,0	0,1
Premier trimestre de 2007	0,9	1,0	0,9	-0,1	0,0
Deuxième trimestre de 2007	0,8	1,0	1,0	0,0	0,2
Troisième trimestre de 2007	0,7	0,6	0,5	-0,1	-0,2
Quatrième trimestre de 2007	0,2	0,2	0,3	0,1	0,1
Premier trimestre de 2008	-0,1	-0,2	-0,2	0,0	-0,1
Deuxième trimestre de 2008	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0
Troisième trimestre de 2008	0,3	0,2	0,1	-0,1	-0,2
Quatrième trimestre de 2008	-0,8	-0,8	-0,9	-0,1	-0,1

1. Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle publiée au quatrième trimestre de l'année correspondante, tandis que pour les données trimestrielles, il s'agit de l'estimation publiée pour la première fois pour le trimestre en question. L'estimation annuelle initiale ne correspond pas à la moyenne des estimations trimestrielles initiales puisque ces dernières ont déjà été révisées au moment de la diffusion de l'estimation annuelle initiale.
2. Pour 2005, 2006 et 2007, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2008, tandis que pour 2008, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2008.
3. Les estimations révisées résultent des révisions au temps du premier trimestre de 2009.
4. La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure.
5. La révision cumulative est l'estimation révisée moins l'estimation initiale.
6. Pour 2005 et 2006, les estimations initiales sont en dollars enchaînés (1997).

Tableau 5 Révisions aux agrégats des revenus

Période de référence	**Estimation initiale**[1]	**Estimation antérieure**[2]	**Estimation révisée**[3]	**Révision courante**[4]	**Révision cumulative**[5]
	millions de dollars courants				
Rémunération des salariés					
2005	678 925	695 093	695 093	0	16 168
2006	730 075	743 313	743 392	79	13 317
2007	782 290	788 357	784 839	-3 518	2 549
2008	827 029	827 029	823 116	-3 913	-3 913
Bénéfices des sociétés avant impôts					
2005	193 936	185 895	186 585	690	-7 351
2006	200 338	196 719	196 130	-589	-4 208
2007	210 426	203 231	204 131	900	-6 295
2008	216 184	216 184	215 799	-385	-385
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts					
2005	13 370	15 323	15 293	-30	1 923
2006	13 733	14 638	14 572	-66	839
2007	15 455	15 539	15 725	186	270
2008	15 703	15 703	15 575	-128	-128
Intérêts et revenus divers de placements					
2005	61 240	61 247	61 421	174	181
2006	63 418	66 421	66 741	320	3 323
2007	68 684	71 515	71 847	332	3 163
2008	79 693	79 693	81 484	1 791	1 791
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole					
2005	1 551	1 098	1 210	112	-341
2006	326	-154	-44	110	-370
2007	582	110	433	323	-149
2008	2 527	2 527	2 808	281	281
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris					
2005	84 666	83 955	84 024	69	-642
2006	87 412	86 540	86 651	111	-761
2007	89 777	90 363	89 974	-389	197
2008	95 009	95 009	93 438	-1 571	-1 571
Ajustement de la valeur des stocks					
2005	-442	-907	-730	177	-288
2006	-1 809	-2 407	-3 233	-826	-1 424
2007	2 968	3 272	2 947	-325	-21
2008	-6 334	-6 334	-6 085	249	249
Impôts moins subventions, sur facteurs de production					
2005	59 961	61 846	61 982	136	2 021
2006	63 351	64 580	64 691	111	1 340
2007	66 949	67 921	67 948	27	999
2008	70 884	70 884	70 342	-542	-542
Impôts moins subventions, sur produits					
2005	94 750	93 621	93 302	-319	-1 448
2006	97 229	96 260	95 761	-499	-1 468
2007	100 133	99 428	98 495	-933	-1 638
2008	95 680	95 680	94 675	-1 005	-1 005
Provisions pour consommation de capital					
2005	181 427	175 961	176 246	285	-5 181
2006	185 505	185 206	185 408	202	-97
2007	193 814	195 229	195 712	483	1 898
2008	206 684	206 684	207 520	836	836

1. Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle publiée au quatrième trimestre de l'année correspondante.
2. Pour 2005, 2006 et 2007, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2008, tandis que pour 2008, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2008.
3. Les estimations révisées résultent des révisions au temps du premier trimestre de 2009.
4. La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure.
5. La révision cumulative est l'estimation révisée moins l'estimation initiale.

Tableau 6 Révisions aux agrégats des dépenses

Période de référence	Estimation initiale[1]	Estimation antérieure[2]	Estimation révisée[3]	Révision courante[4]	Révision cumulative[5]
	millions de dollars courants				
Dépenses personnelles en biens et services de consommation					
2005	761 962	759 239	758 966	-273	-2 996
2006	801 810	803 260	801 211	-2 049	-599
2007	853 966	852 770	850 921	-1 849	-3 045
2008	893 004	893 004	891 197	-1 807	-1 807
Dépenses courantes des administrations en biens et services					
2005	262 369	260 197	259 857	-340	-2 512
2006	282 667	278 922	277 097	-1 825	-5 570
2007	298 067	296 472	294 776	-1 696	-3 291
2008	314 040	314 040	313 669	-371	-371
Formation brute de capital fixe des administrations publiques					
2005	35 129	36 952	37 067	115	1 938
2006	37 382	40 899	40 562	-337	3 180
2007	43 715	45 711	44 548	-1 163	833
2008	51 589	51 589	53 307	1 718	1 718
Investissement des administrations publiques en stocks					
2005	27	27	27	0	0
2006	-41	-41	-41	0	0
2007	15	15	15	0	0
2008	29	29	29	0	0
Investissement des entreprises en bâtiments résidentiels					
2005	89 595	89 731	89 604	-127	9
2006	96 941	98 473	98 099	-374	1 158
2007	108 592	108 726	108 050	-676	-542
2008	108 117	108 117	108 175	58	58
Investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels					
2005	63 938	72 553	72 752	199	8 814
2006	80 681	84 756	85 288	532	4 607
2007	92 800	88 895	92 705	3 810	-95
2008	95 586	95 586	98 092	2 506	2 506
Investissement des entreprises en machines et matériel					
2005	91 354	93 035	93 240	205	1 886
2006	94 109	99 853	100 006	153	5 897
2007	96 244	104 069	101 491	-2 578	5 247
2008	106 915	106 915	102 906	-4 009	-4 009
Investissement des entreprises en stocks					
2005	9 469	9 330	10 587	1 257	1 118
2006	7 223	8 093	9 538	1 445	2 315
2007	7 152	9 806	11 391	1 585	4 239
2008	6 951	6 951	8 733	1 782	1 782
Exportations de biens et services					
2005	518 256	518 909	519 435	526	1 179
2006	525 611	522 698	524 358	1 660	-1 253
2007	534 669	532 118	534 557	2 439	-112
2008	559 755	559 755	562 174	2 419	2 419
Importations de biens et services					
2005	464 030	467 852	468 270	418	4 240
2006	487 379	487 048	487 757	709	378
2007	503 445	502 255	504 618	2 363	1 173
2008	534 096	534 096	536 792	2 696	2 696

1. Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle publiée au quatrième trimestre de l'année correspondante.
2. Pour 2005, 2006 et 2007, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2008, tandis que pour 2008, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2008.
3. Les estimations révisées résultent des révisions au temps du premier trimestre de 2009
4. La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure.
5. La révision cumulative est l'estimation révisée moins l'estimation initiale.